

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales  
Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement  
et du logement d'Occitanie  
ZI la Bouriette - 320 Chemin de Maquens  
11000 Carcassonne

Carcassonne, le 04/02/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/01/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**CARALP Patrick - Mille et une étoiles**

9 rue St Félix  
11100 Narbonne

Références : 2026-024  
Code AIOT : 0006604112

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/01/2026 dans l'établissement CARALP Patrick - Mille et une étoiles implanté ZI Nord - Espace Polygone 71 rue Chenard et Walcker 66000 Perpignan. L'inspection a été annoncée le 08/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CARALP Patrick - Mille et une étoiles
- ZI Nord - Espace Polygone 71 rue Chenard et Walcker 66000 Perpignan
- Code AIOT : 0006604112
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Mille et une étoile exploite un dépôt superficiel de 3920 kg d'artifices de divertissement de division de risque 1-3 et 1-4 (groupe de compatibilité G et S) répartis en 8 zones de stockage. Il s'agit uniquement d'un stockage dormant d'artifices de divertissement en emballages admis aux transports. Il n'est pas prévu d'activité de vente au détail.

### Thèmes de l'inspection :

- Surveillance marché pyro/explo

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection a constaté au cours de la visite, que le site est propre et bien entretenu.

Les aménagements complémentaires sur lesquels l'exploitant s'était engagé ont été réalisés pour permettre de contenir à l'intérieur du site les éventuelles eaux d'extinction : Dos d'âne à l'entrée du site ; muret ceinturant le site ; renforcement des coins du muret ...

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation Administrative	Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 1.2.1	Sans objet
2	Identification des produits	Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 6.1.1	Sans objet
3	Registre des Produits explosifs	Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 8.1.3	Sans objet
4	Répartition par emplacement	Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 8.2.2 ; 11.1.2 ; 11.1.3	Sans objet
5	Compétence du personnel	Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 8.6.5	Sans objet
6	Bilans périodiques	Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 9.2.1	Sans objet
7	Audits Environnement	Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 9.2.2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

/

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Situation Administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Classement ICPE
<b>Prescription contrôlée :</b>  Rubrique 4220.1 : (A) Quantité maximale : <ul style="list-style-type: none"><li>• équivalente : 3920 kg</li><li>• Matières Actives 1.4 : 1000 kg</li><li>• Matières Actives 1.3 b : 2920 kg</li></ul>

Rubrique 4210.1b : (D)  
Mise en liaison électrique d'explosifs de divertissement  
Quantité maximale de matières actives présente dans l'atelier : 12 kg

**Constats :**

Pas de changement de situation.  
1001ETOILES est un importateur de produits d'articles pyrotechniques qui sont majoritairement mis en œuvre par des artificiers formés par 1001ETOILES. Quelques mairies disposent de leurs propres artificiers.  
Le site de Perpignan n'est pas un point de revente et l'exploitant n'exerce pas d'activité de revente à d'autres sociétés de ses articles pyrotechniques.  
La majorité des produits proviennent de Chine, un faible volume d'Espagne.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Identification des produits**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 6.1.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, État des stocks

**Prescription contrôlée :**

L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges susceptibles d'être présents dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) est tenu à jour et à disposition de l'inspection des installations classées.  
L'exploitant veille notamment à disposer sur le site, et à tenir à disposition de l'inspection des installations classées, l'ensemble des documents nécessaires à l'identification des substances et des produits, et en particulier les fiches de sécurité à jour pour les substances chimiques et mélanges chimiques concernés présents sur le site.

**Constats :**

L'exploitant s'appuie sur une application "ARTIFEU", pour la gestion de son stock et des mouvements (entrée/sortie) des articles pyrotechniques.

Les documents rattachés aux articles pyrotechniques sont disponibles :

- Liste des Fabricants , Fournisseurs
- Liste des Clients
- Certificat de conformité directive 2013/29/EU délivré par un organisme de contrôle accrédité
- Déclaration CE de conformité selon l'annexe III de la directive 2013/29UE édité par 1001Etoiles Relative à la mise sur le marché européen d'articles pyrotechniques
- Documentation technique.

L'inspection constate que le stock de produits défailants est actuellement encore stocké sur le

site. Il s'agit des articles pyrotechniques référencés :

- Référence : PACK128
- Désignation : Pack 49cps SIFFLETS KAMURO
- N° Lot : 2024.PACK128
- Type : CAT. F4 COMBINAISON-BATTERY OF SHOT TUBE
- N° Certification : 1008-F4-69255498
- Fabricant : LIUYANG WENHUA MOUNTAIN TRADING CO, LTD, Chine

Selon les dires de l'exploitant, le fabricant de ce lot ne fait plus parti des fournisseurs de 1001ETOILES. L'inspection a pu le constater en visualisant les fabricants référencés dans la base de données de gestion des stocks. Cependant, l'inspection note que plusieurs articles pyrotechniques de ce fabricant acquis avant l'accident du 13/07/2024 sont bien présents sur le site et le seront le temps de leur écoulement. Sur ce point, l'exploitant 1001ETOILES a produit les informations suivantes : Le lot défaillant PACK128 fait référence à un article pyrotechnique à deux effets combinés qui associent à la fois un effet "sifflet" avec un effet "bombette". Les articles de ce fabricant encore sur place sont à effets uniques sans comparaisons possibles avec les articles pyrotechniques du lot PACK128.

Par extension, l'exploitant annonce à l'inspection que dans un souci de maîtrise des risques de projections, il s'interdit désormais de tirer des articles pyrotechniques à effets combinés.

Dans le cadre de l'action de surveillance de marché, l'inspection a orienté son choix d'échantillonnage vers des articles pyrotechniques ayant été contrôlés par le même organisme de contrôle : organisme CERTRUST KFT.

Action de prélèvements : voir le PV PRELEVEMENT D'ÉCHANTILLONS n° UID11/66-C1\_2026-005\_PV\_Pyro\_PO

Lot concerné par le prélèvement d'échantillon :

- Référence : CHA03-INT01
- Désignation : BOMBE 75 mm KAMURO
- N° Lot : 2024.CHA03-INT01
- N° Certification : 0163-F4-1784
- Fabricant : LIUYANG WENHUA MOUNTAIN TRADING CO. LTD, Chine

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Registre des Produits explosifs

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 8.1.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Inventaire précis

**Prescription contrôlée :**

<p>En complément de l'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges dangereux décrits précédemment à l'article 6.1.1, l'exploitant tient à jour un registre indiquant la cellule de stockage, la nature, la quantité, la division de risque et le groupe de compatibilité ainsi que la quantité de matière active des produits pyrotechniques détenus, auquel est annexé un plan général des stockages.</p> <p>Ce registre est tenu à la disposition des services de secours ou d'urgence compétents et de l'inspection des installations classées. Il peut être informatisé sous réserve que les moyens d'exploitation permettent la lecture des données et leur impression sous une forme telle que l'autorité administrative puisse obtenir facilement les informations demandées par le présent point.</p> <p>Ce registre peut être consulté à tout moment, sans avoir besoin de pénétrer dans le bâtiment concerné.</p> <p>Il a pour objectif minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- que l'exploitant connaisse en permanence l'état de ses stocks ;</li> <li>- que l'exploitant s'assure que le timbrage de ses différents locaux de stockage n'est jamais dépassé ;</li> <li>- de permettre, le cas échéant, le suivi du vieillissement des produits ;</li> <li>- de donner toutes les informations nécessaires à l'intervention des services de secours ou d'urgence compétents.</li> </ul> <p>Ce registre peut être confondu avec le registre demandé en application de l'arrêté ministériel du 13/12/2005 susvisé, lorsqu'il est requis, sous réserve du respect du présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le logiciel de suivi des stocks permet d'accéder à l'ensemble des informations depuis l'espace administratif du site.</p> <p>Un exercice pompier a été réalisé le 08/10/2025 simulant un départ de feu avec une personne qui manque à l'appel : rapport pompier, RAS.</p> <p>Le plan d'intervention a été mis à jour le 21/03/2025.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Répartition par emplacement

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 8.2.2 ; 11.1.2 ; 11.1.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, État des stocks par emplacement</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Cellule D1 1.3 b 1500 kg  Cellule D2 1.3 b 2000 kg  Cellule D3 1.3 b 2000 kg  Cellule D4 1.3 b 2000 kg  Cellule D5 1.3 b et 1.4 1260 kg  Cellule D6 1.4 2500 kg  Cellule D7 1.4 2500 kg  Locaux B01 1.3 b et 1.4 6 kg  Locaux B02 1.3 b et 1.4 6 kg  Stockage déchets P01 1.3 b 12 kg  Chargement / déchargement 1.3 b 630 kg</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>En complément du logiciel ARTIFEU, l'exploitant a constitué un plan excel "Plan de masse du site avec quantité de masse explosives - date d'édition 15/01/2026" sur lequel il suit en temps réel les évolutions des stockage cellule par cellule.</p> <p>L'inspection a procédé par sondage à une vérification de la concordance des produits stockés avec les quantités dudit produit reportées dans le logiciel ARTIFEU : La vérification a porté sur le produit "BFS03-BB2 BOMBE 75 MM ANNEAU ROUGE" stocké dans plusieurs cellules (D2, D3 et D5).</p> <p>La vérification de l'étiquetage des articles pyrotechniques prélevés et ceux contrôlés montre qu'il répond aux attentes réglementaires. Sont présents sur les étiquettes:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Nom, raison sociale, adresse postale du fabricant et de l'importateur</li> <li>• la désignation et le type de l'article pyrotechnique</li> <li>• le numéro d'enregistrement</li> <li>• le numéro de produit, de lot ou de série de l'article</li> <li>• les limites d'âge (18 ans, 12 ans pour les F1)</li> <li>• la catégorie concernée (F1 à 4, T1 à 2 ou P1 à 2)</li> <li>• les instructions d'utilisation</li> <li>• l'année de production pour les articles F3 et F4</li> <li>• la quantité nette de matière active</li> <li>• une distance de sécurité minimale à observer</li> <li>• Catégorie F4 : « utilisation réservée aux personnes ayant des connaissances particulières » et une distance de sécurité minimale</li> </ul> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
--

#### N° 5 : Compétence du personnel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 8.6.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Formation – Plan de formation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le personnel reçoit une formation portant sur les risques présentés par l'installation, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter.</p> <p>Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement au moins une fois par an.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Un organigramme en date du 01/10/2024 a été présenté par l'exploitant et permet de visualiser l'organisation de la société qui comprend 3 permanents et un saisonnier;</p>

Le responsable logistique et technique a suivi une formation sur la réglementation ICPE "Gestion et réglementation des ICPE" sur la période du 19/11/2025 au 21/11/2025 dispensée par la SAS LEXON dans ses locaux de TOULOUSE.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Bilans périodiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 9.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rapport – Bilan annuel
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant rédige, au plus tard le 1er avril de chaque année, un bilan annuel portant sur l'année précédente et comportant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• une synthèse des résultats des mesures réalisées en application du présent arrêté. Ces résultats sont accompagnés, à chaque fois que cela semble pertinent, par une présentation graphique de l'évolution des résultats obtenus sur une période représentative du phénomène observé, avec tous commentaires utiles. Ils sont par ailleurs comparés à la valeur limite applicable ;</li> <li>• tout élément d'information pertinent sur la tenue de l'installation dans l'année écoulée et les demandes éventuelles exprimées auprès de l'exploitant par le public ;</li> <li>• la description et les causes des incidents et des accidents survenus à l'occasion du fonctionnement de l'installation.</li> </ul> <p>Ce rapport doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.</p> <p>Ce rapport est transmis, à la demande, à l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le dernier bilan date de 2022. Le bilan de 2025 n'est pas encore disponible.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant est invité à adresser à l'inspection le bilan annuel de l'année 2025, avant fin mai 2026.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Audits Environnement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 9.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rapport – Bilan du respect de l'AP
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une vérification systématique et exhaustive du respect point par point des prescriptions de l'arrêté d'autorisation est périodiquement effectuée, à intervalles n'excédant pas 3 ans. Les résultats de ces vérifications doivent être archivés et tenus à disposition de l'inspecteur des installations classées. Les non-conformités et écarts qui ressortent de ces audits doivent être corrigés sans délai.</p> <p>En cas de demande de l'inspection des installations classées cette vérification est effectuée par</p>



<p>un organisme extérieur compétent et indépendant.</p> <p>Le premier audit doit être réalisé par un organisme extérieur compétent et indépendant, choisi après accord de l'inspection des installations classées, dans un délai de 6 mois à compter de la signature du présent arrêté.</p> <p>Le résultat de cet audit sera transmis à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit sa réception.</p> <p>En cas d'écart à la réglementation observé, il est accompagné d'un plan de mise en conformité, comprenant les délais de réalisation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le dernier bilan date du 2 juin 2023.</p> <p>Le prochain bilan est prévu pour juin 2026.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>